



service de presse et d'information des
communautés européennes

**INFORMATIONS SYNDICALES
ET OUVRIERES**

BRUXELLES: 244, RUE DE LA LOI
TELEPHONE: 35 00 40

LUXEMBOURG: 18, RUE ALDRINGER
TELEPHONE: 292.41

Publication périodique

1965 - n° **2**

SOMMAIRE

<u>I. LES SYNDICATS ET L'EUROPE</u>	<u>Page</u>
Activité des syndicats chrétiens des Six : Une rencontre avec la Commission de la CEE - Les travaux de la 21e réunion du Bureau exécutif	1
Une délégation de l'Organisation européenne de la CISC rend visite à M. G. Grandval, ministre français du travail	3
Les problèmes européens au Comité national de la FGTEB (Belgique)	4
"La politique salariale des syndicats sur le plan supranational"	5
Formation professionnelle européenne	6
"Des dimensions européennes à l'action syndicale" : interventions au Conseil confédéral de la CFDT (France)	7
CONGRES SYNDICAUX :	
- Le Xe congrès de l'Union européenne des travailleurs du film et de la télévision (CISL)	8
PRISES DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS :	
- Les syndicats chrétiens vont créer un Comité européen de l'automobile	10
- Une réunion d'information des employés CISL des Six	10
<u>II. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE</u>	
Un mémorandum du mouvement ouvrier chrétien (Belgique)	11
<u>III. REVUE DE LA PRESSE SYNDICALE ET OUVRIERE</u>	12
<u>IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION</u>	21
<u>SOMMAIRE DES PRINCIPAUX SUJETS PRESENTES DANS LA "NOTE D'INFORMATION" EN 1964</u>	27

I. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

ACTIVITE DES SYNDICATS CHRETIENS DES SIX : UNE RENCONTRE AVEC LA COMMISSION DE LA CEE - LES TRAVAUX DE LA 21e REUNION DU BUREAU EXECUTIF

Bruxelles, 25 février 1965

La Commission de la CEE a rencontré, à Bruxelles, le 25 février 1965, une délégation du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC.

A l'issue de la réunion, le porte-parole de la Commission de la CEE a diffusé l'information à la presse suivante :

"La Commission de la Communauté économique européenne a reçu, jeudi matin, pour un entretien, le bureau exécutif de l'"Organisation européenne de la Confédération internationale des syndicats chrétiens" de la CEE. Cet entretien qui était conduit du côté de l'Organisation européenne de la CISC par son président, M. August Cool, et du côté de la Commission par le président Walter Hallstein, a porté sur des questions d'intérêt commun dans le domaine de la politique économique et de la politique sociale européennes. Au cours de cet entretien, la Commission a rendu hommage à la contribution importante que les syndicats chrétiens ont apportée à l'édification des Communautés européennes en soutenant l'œuvre d'unification européenne. A la suite de l'entretien, le président de la Commission a offert un déjeuner aux membres de l'Organisation européenne de la CISC.

"Du côté des syndicats chrétiens ont participé à l'entretien :

MM. August Cool	Président de l'Organisation européenne de la CISC, président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
Gérard Espéret	Vice-président de l'Organisation européenne de la CISC, vice-président de la Confédération française démocratique du travail (CFTC)
Jacques Alders	Vice-président de l'Organisation européenne de la CISC, vice-président du Nederlands Katholiek Vakverbond
S. van Bijsterveld	Membre de l'Organisation européenne de la CISC représentant des fédérations internationales pro- fessionnelles

MM. Willem Albeda	Membre du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC, secrétaire du Christelijk Nationaal Vakverbond in Nederland
Bernard Koch	Membre du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC, secrétaire général du Christliche Gewerkschaftsbund Deutschlands
Jean Klein	Membre du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC, secrétaire de la Fédération des syndicats chrétiens du Luxembourg
G. Rapelli	Membre du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC, président de la Commissione sindacale cristiana d'Italia
Jean Kulakowski	Secrétaire général de l'Organisation européenne de la CISC
P. van Bijsterveld	Secrétaire de l'Organisation européenne de la CISC

"Représentaient la Commission au cours de l'entretien et du déjeuner, outre le président Hallstein, MM. Sisco Mansholt, Robert Marjolin, Lionello Levi Sandri, vice-présidents, ainsi que MM. Jean Rey et Lambert Schaus, membres de la Commission. De hauts fonctionnaires de la Commission ont également pris part à l'entretien".

De son côté, l'Organisation européenne de la CISC a publié le communiqué suivant :

"Le 25 février 1965, la Commission de la CEE a reçu une délégation du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC. Cette rencontre s'est déroulée dans une atmosphère empreinte d'estime réciproque et dans un esprit de collaboration. Au cours de la conversation, la délégation de l'Organisation européenne de la CISC, présidée par A. Cool, a attiré l'attention de la Commission de la CEE sur une série de problèmes que l'intégration européenne pose au mouvement syndical en Europe. Elle a également émis certaines suggestions qui pourraient contribuer à résoudre des difficultés actuelles et à donner une impulsion plus accentuée au développement de la Communauté européenne. Il y a eu notamment un échange de vues sur les conditions et les conséquences de la fusion des exécutifs européens dans la perspective de la fusion des Communautés.

"Il a été question également de la programmation économique européenne, ainsi que des conditions requises pour la poursuite d'une politique économique à moyen terme. A cet égard, la délégation de l'Organisation européenne de la CISC a exposé son point de vue concernant la nécessité d'une association complète des partenaires sociaux à la mise en oeuvre progressive d'une politique sociale à l'échelle européenne. Dans cette optique, elle a notamment mis l'accent sur la nécessité d'une consultation par secteurs renforcée et sur la nécessité de constituer des commissions paritaires européennes".

La réunion du bureau exécutif de l'OE de la CISC

Le même jour, M. A. Cool a présidé la 21^e réunion du bureau exécutif de l'Organisation européenne de la CISC. Une attention toute particulière a été réservée à l'évolution du problème posé par la fusion des exécutifs européens et des trois Communautés.

Un communiqué de l'OE de la CISC, diffusé à l'issue de la réunion, affirme que "le bureau exécutif estime qu'il est nécessaire d'associer, d'une manière effective et intensive, à l'élaboration du nouveau traité européen non seulement les gouvernements mais également les organisations sociales et, en particulier, le mouvement syndical." Il y a eu également un échange de vues approfondi sur la reconnaissance du mouvement syndical au niveau européen; de même, on a parlé de la nécessité d'organiser à l'échelon européen des discussions paritaires par branches d'activité et par secteurs.

"Pour donner une impulsion nouvelle à l'évolution d'une politique sociale dans la Communauté - poursuit le communiqué - le bureau exécutif estime souhaitable que l'ensemble des organisations syndicales au sein de la Communauté européenne soumettent aux instances européennes, dans les délais les plus rapprochés, un programme d'action sociale".

UNE DELEGATION DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CISC REND VISITE A M. G. GRANDVAL MINISTRE FRANCAIS DU TRAVAIL

Paris, 18 février 1965

M. Gilbert Grandval, ministre français du travail, a reçu le 18 février dernier, en sa qualité de président en exercice du Conseil de ministres de la CEE pour les questions sociales, une délégation de l'Organisation européenne de la CISC, conduite par son président M. Cool, président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, et son vice-président, M. Espéret, vice-président de la Confédération française démocratique du travail.

La délégation a entretenu M. Grandval des problèmes posés par l'harmonisation des systèmes sociaux européens et exprimé le vœu qu'un renforcement de la collaboration entre les gouvernements, la Commission de la CEE et les partenaires sociaux, puisse permettre la mise en œuvre d'une nouvelle politique sociale européenne.

M. Grandval a souligné tout l'intérêt qu'il portait de son côté au développement des aspects sociaux de la politique européenne et a fait connaître à M. Cool qu'il informerait ses collègues du Conseil de ministres des Six des vœux que l'Organisation européenne de la CISC avait formulés.

LES PROBLEMES EUROPEENS
AU COMITE NATIONAL DE LA FGTE (BELGIQUE)

Bruxelles, 23 février 1965

Le Comité national de la FGTE a siégé à Bruxelles, le 23 février 1965, en réunion d'information consacrée aux divers problèmes qui se posent à l'unification européenne. Ainsi que l'a observé le président Désiré Van Daele, le but de cette réunion était d'étudier de plus près les problèmes qui se posent à ce propos, avant de prendre position en tant qu'organisation syndicale.

Louis Major, secrétaire général, se basant sur un document établi pour la circonstance, a fait un bref historique de l'idée européenne depuis sa naissance. Il a dressé aussi un inventaire de ce qui a été réalisé jusqu'à présent, au sein des Communautés existantes. Il a attiré tout spécialement l'attention sur le rôle que joue le mouvement syndical - et qu'il aura plus que jamais à jouer - dans l'édification de l'Europe unie.

Pensant surtout à la fusion des trois exécutifs communautaires en une autorité unique, Louis Major a démontré que les syndicats doivent être extrêmement prudents quant à leur représentation éventuelle dans un organe unique, comme en ce qui concerne les droits acquis dans l'un ou l'autre organisme supranational. De son côté, le mouvement syndical doit tendre à définir un véritable programme de revendications et d'action européennes.

Divers délégués des centrales professionnelles et des régionales ont fait part de certaines considérations relatives aux aspects évoqués des problèmes européens. Successivement Dore Smets, Amedée De Keuleneir, Gust Wallaert, Jacques Yerna et Henri Ceuppens ont ainsi contribué au débat.

L'ensemble de leurs observations seront réunies au rapport d'information, afin de donner lieu à une étude approfondie dans toutes les organisations, en vue d'une prochaine réunion du Comité national.

"LA POLITIQUE SALARIALE DES SYNDICATS
SUR LE PLAN SUPRANATIONAL"

Un article de B. Tacke, vice-président
du DGB (RF d'Allemagne)

Le périodique "DGB-Nouvelles" (édition française) de janvier 1965, a publié un article de B. Tacke, vice-président de la Confédération qui examine la politique salariale des syndicats dans le cadre européen.

L'auteur analyse d'abord la place de la politique sociale dans le traité instituant la CEE et, en particulier, l'article 117 ("harmonisation sociale").

Selon l'auteur : "L'histoire sociale des nations démontre que les travailleurs ne peuvent améliorer, dans l'essentiel, leur position sociale qu'au moyen d'une politique autonome. Cela ne veut pas dire - souligne-t-il - qu'ils peuvent renoncer à l'aide de l'Etat dans le domaine de l'ensemble de la sécurité sociale. L'Etat qui doit devenir actif dans de nombreux domaines de l'évolution sociale reçoit - et ceci est également démontré par l'expérience - une importante impulsion grâce à une politique puissante des travailleurs. L'Etat lui-même n'est que l'image des forces actives de la société. Ce qui est valable pour un seul Etat, l'est également pour une communauté d'Etats".

Et B. Tacke poursuit : "La condition d'une politique des salaires libre et autonome sont les syndicats qui, dans leurs efforts en vue d'assurer le meilleur progrès social, ne doivent pas être gênés par des mesures constitutionnelles, légales ou gouvernementales. Chaque loi ou décret liant les syndicats met en question leur liberté et leur autonomie".

Ensuite, B. Tacke examine le principe de l'autonomie syndicale et celui de l'autonomie divisée et il affirme que "la force des syndicats est également très importante pour réaliser le maximum de liberté".

"Des syndicats - écrit-il textuellement - qui ont peu de membres et peu d'argent ont plus facilement tendance à accepter l'"aide de l'Etat". Il y a beaucoup d'exemples pour appuyer cette thèse. Ainsi a-t-on déjà entendu un appel adressé à la Commission de la CEE en vue de la faire intervenir dans la question des salaires. Que cette Commission soit prête à soumettre son avis à ce sujet a été confirmé à nouveau par sa recommandation du 14 avril 1964. Dans celle-ci, on peut lire que les gouvernements des pays membres doivent "demander aux parties contractuelles de respecter le parallélisme entre l'expansion des revenus nominaux moyens des travailleurs et le taux d'accroissement de la production nationale". Ceci ne signifie rien d'autre que la dépendance du niveau des salaires et traitements de la productivité. Cette dépendance est repoussée depuis toujours par le DGB. Par

contre, les syndicats des autres pays acceptent en pratique, tout au moins, ce principe. Sans examiner ici son bien-fondé et son erreur, ainsi que son application pratique, on peut dire que sa réalisation générerait beaucoup "l'harmonisation sociale". En outre, il est un fait que la relation obligatoire du salaire à la productivité ne supprimerait pas l'injustice de la répartition des revenus si l'on ne trouve pas d'autres moyens efficaces en vue de répartir d'une manière plus juste les revenus. Mais cela, on ne peut pas l'espérer du système économique des pays de la CEE".

Egalement d'après B. Tacke "l'évolution diverse de la législation sociale n'est pas sans avoir des effets sur la structure des salaires et des revenus".

Le vice-président du DGB conclut en soulignant l'urgente nécessité "d'une initiative coordonnée des syndicats sur le plan des salaires".

"Les syndicats des six pays - précise-t-il - ont décidé à Paris, en mars 1964, de constituer une commission permanente en vue de confronter leurs programmes, leurs revendications et leurs conquêtes. Il est certainement justifié d'ajouter aux analyses déjà faites de nouvelles recherches pour comprendre encore plus clairement la réalité sociale de la CEE. Mais il ne faut pas oublier, en demandant une "programmation économique à long terme" par un "commissariat de planification européenne", d'établir soi-même une programmation des revendications de salaires. Il faut se rendre compte du fait qu'un programme économique à long terme doit inclure quelque peu l'évolution des revenus. Plus aptes seront les syndicats à coordonner et à défendre leurs conceptions, plus aptes ils seront de ce fait à agir d'une manière coordonnée, plus grande sera leur chance d'intervenir dans l'évolution sociale de la CEE".

B. Tack ainsi termine : "En essayant de créer, suivant leurs programmes et conceptions dans leurs pays respectifs, des réalités sociales, ils ouvriront la voie aux accords et conventions sur le plan supranational. La situation existant dans la CEE exige une activité redoublée".

FORMATION PROFESSIONNELLE EUROPEENNE

Une commission de techniciens du DGB s'est rendue à la fin du mois de janvier au siège de l'Ecole supérieure du travail de Charleroi en vue d'étudier, dans le cadre de l'harmonisation à réaliser de la formation professionnelle en Europe, la formation de techniciens et d'ingénieurs en Belgique. L'école de Charleroi est d'un type scolaire particulier permettant une formation pratique et théorique dès l'école primaire, en passant par l'enseignement professionnel, jusqu'aux études de techniciens et d'ingénieurs.

"DES DIMENSIONS EUROPEENNES A L'ACTION SYNDICALE":
INTERVENTIONS AU CONSEIL CONFEDERAL DE LA CFDT (FRANCE)

Bierville, 25-27 février 1965

Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT (CFTC), Jeanette Laot, secrétaire générale de la Fédération nationale des travailleurs du SEITA, André Glorieux, secrétaire général de l'UD du Nord, Philippe Linquette, secrétaire général de la Fédération sécurité sociale, ont apporté au cours du dernier Conseil confédéral de l'Organisation une série d'éléments de réflexion pour donner davantage encore des dimensions européennes à l'action syndicale.

"Il faut se placer au niveau de l'Europe", a notamment déclaré André Glorieux.

"Notre action suppose la définition d'une politique globale de la Confédération dans le cadre de l'Europe qui se construit en sachant que nos revendications doivent rester dans la limite du possible et du réalisable", a dit Philippe Linquette.

"On néglige trop les aspects européens des choses, a souligné E. Descamps, s'appuyant sur des exemples qu'il choisit dans l'industrie du bois et du bâtiment. "Il y aura des entreprises sacrifiées au plan international".

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué le conservatisme français. Il a souligné l'absence de prévisions des entreprises n'ayant pas, en temps opportun, pris les dispositions nécessaires pour une plus grande efficacité économique et considère, que, du fait de la concurrence européenne, des difficultés sérieuses et préjudiciables pour les travailleurs sont malheureusement à prévoir au cours des années prochaines.

"Nous serons engagés dans des processus européens qu'il faudra examiner dans le cadre du syndicalisme des six pays. Les responsables confédéraux doivent savoir cela. Il faut absolument renforcer le pouvoir contractuel du syndicalisme, en vue des échéances prévisibles".

CONGRES SYNDICAUX

LE Xe CONGRES DE L'UNION EUROPEENNE DES TRAVAILLEURS DU FILM ET DE LA TELEVISION (CISL)

Paris, 30 janvier - 3 février 1965

Le Xe congrès de l'Union européenne des travailleurs du film et de la télévision (CISL) s'est tenu à Paris, du 30 janvier au 3 février dernier avec la participation de délégués des organisations affiliées d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, d'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Suède, de Turquie, de Finlande, de Suisse et de France. Des observateurs étaient venus de Grande-Bretagne et d'Allemagne occidentale ainsi que A.J. Forrest, représentant de la Confédération internationale des syndicats libres.

A l'issue de ses travaux, le congrès a notamment adopté les résolutions suivantes :

Film européen

La nécessité s'étant fait sentir de disposer d'un film dédié aux travailleurs de l'Europe et relatant notamment leurs efforts en vue d'une coordination de leur action, des contacts ont été pris entre l'UETFT et l'Institut du film du travail (ILFI) rattaché à la CISL d'une part, et avec le service d'information des Communautés européennes, d'autre part, ces deux organismes ayant accepté de collaborer à cette réalisation. Pour mener à bien ce projet, le congrès a constitué parmi ses membres une commission chargée de préparer le scénario et de superviser les opérations de tournage. La commission a exprimé le désir d'obtenir sans plus tarder le document intitulé "Les travailleurs et l'Europe" que doit lui fournir la division information syndicale du service d'information des Communautés européennes.

Programme d'action à long terme

En ce qui concerne l'établissement d'un programme d'action à long terme, le congrès a décidé la création d'un "groupe de travail" permanent chargé d'étudier tous les problèmes du cinéma et de la télévision, ceux-ci étant considérés sous l'angle particulier de l'incidence exercée sur eux par la création de l'Europe des Six.

Ce groupe de travail procèdera dans l'immédiat à l'étude des problèmes suivants :

- l'élaboration d'une politique financière pour l'industrie du film dans les pays de la CEE;

- l'application de cette politique à des pays tiers;
- la préparation d'un projet de contrat collectif international pour les cadres supérieurs de l'industrie du film;
- l'harmonisation des structures cinéma-télévision.

Le groupe de travail se réunira à intervalles réguliers et, après adoption de ses travaux par le congrès annuel de l'Union, présentera aux autorités de la CEE le point de vue des travailleurs du cinéma et de la télévision sur les problèmes considérés.

PRISES DE POSITION
DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

LES SYNDICATS CHRETIENS VONT CREER
UN COMITE EUROPEEN DE L'AUTOMOBILE

Bruxelles, 3 mars 1965

Un groupe de travail, institué par le Comité de la Fédération internationale des syndicats chrétiens de la métallurgie, réuni le 19 février à Bruxelles, a proposé la création d'un Comité européen de l'automobile. C'est par ce moyen, estime le groupe de travail, que l'Internationale pourra déployer une activité efficace dans ce secteur.

Le groupe de travail a proposé également de consacrer, dans l'immédiat, une attention particulière aux problèmes suivants : stabilité de l'emploi, durée du travail, problèmes et systèmes de salaires notamment en rapport avec la productivité.

Le Comité restreint de l'Internationale, réuni le 3 mars à Bruxelles, a donné un avis favorable à ces propositions et va suggérer au Comité de l'Internationale la création d'autres comités pour les différents secteurs de la métallurgie.

UNE REUNION D'INFORMATION
DES EMPLOYES CISL DES SIX

Bruxelles, 2 et 3 mars 1965

Les 2 et 3 mars 1965 a eu lieu à Bruxelles, une réunion d'information des délégués des organisations syndicales des employés, techniciens et cadres (FIET-CISL).

Ce stage, organisé par la "division information syndicale" du service de presse et d'information des Communautés européennes, a porté spécialement sur les aspects de l'intégration européenne intéressant la situation professionnelle, économique et sociale des employés dont le nombre, par rapport à celui des travailleurs manuels, est en constante progression. Une attention particulière a été réservée aux problèmes des voyageurs de commerce découlant des dispositions sur la libre circulation et à la libre prestation des services.

II. LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTEGRATION EUROPEENNE

UN MEMORANDUM DU MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN (BELGIQUE)

Le Comité exécutif du MOC (Belgique) vient de publier un mémorandum qui sera remis au gouvernement belge issu des prochaines élections.

Il s'agit d'un ensemble de revendications que le mouvement ouvrier chrétien désire voir réaliser au cours de la prochaine législature. Ce mémorandum doit être considéré comme le résumé des revendications aux souhaits exprimés par les différentes organisations constitutives du MOC.

Dans ce document, on lit notamment que le MOC reste attaché à l'idée de l'unification européenne et propose la fusion des trois exécutifs, l'élection du Parlement au suffrage direct, la fusion des Conseils de ministres, la réunion périodique des chefs de gouvernement.

Le MOC continue à réclamer un effort spécial en vue de l'aide systématique aux pays en voie de développement. "Notre coopération, précise le texte, doit aller au-delà des pays qui furent nos colonies. Un effort particulier doit être accompli sur le plan de la coopération multilatérale, par voie de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Il convient encore, de recruter des experts et techniciens et de leur donner une formation adéquate".

III. REVUE DE LA PRESSE SYNDICALE ET OUVRIERE

POLITIQUE GENERALE

"EUROPE 1964 - REFLEXIONS SYNDICALES", par Jean Kulakowski - "Labor" organe de la CISC, n° 1/1965

L'auteur, secrétaire général de l'organisation européenne des syndicats chrétiens, fait d'abord un bilan des principaux événements de l'intégration européenne en 1964, rappelant, en particulier, l'attitude de son organisation en matière économique, institutionnelle et du "Kennedy round".

Dans la seconde partie de son article, J. Kulakowski formule quelques réflexions sur les perspectives d'intégration en 1965. "Nous nous garderons bien - écrit-il - de jouer aux prophètes, en énonçant des prévisions qui pourraient être imprégnées aussi bien de pessimisme que d'optimisme. La réalité européenne est très mouvante et ses rebondissements souvent imprévus. (...) Mais quelles que soient les incertitudes, les lenteurs et les difficultés, nous sommes convaincus que l'on ira de l'avant, car on est déjà trop avancé dans le processus d'intégration pour pouvoir l'arrêter. Les faits nous commandent de progresser et la volonté de l'immense majorité des Européens s'accorde avec ce mouvement, l'appuie et le rend irréversible".

Sur le plan syndical, J. Kulakowski insiste sur la nécessité - sous peine de se voir "dépasser" - de construire un syndicalisme de base structuré par branches au niveau européen. "C'est la condition pour substituer une force syndicale européenne à une somme de forces syndicales nationales. C'est la condition pour entamer avec le monde patronal une vraie négociation sectorielle au niveau européen. C'est la condition pour dépasser le niveau des consultations et atteindre celui d'une participation syndicale à la construction de l'Europe et cela tant dans le domaine de la politique sociale que dans celui de structures économiques. Certains secteurs s'imposent à cet égard, comme des secteurs pilotes par leur taux de syndicalisation, leur structure, leur situation économique et sociale : automobile, pétrole, fibres synthétiques, construction ..."

"L'UNION EUROPEENNE", par G. Debunne - "La Tribune" (CGSP-FGTB, Belgique), n° 4, février 1965, page 1

M. Debunne, président de la centrale générale des services publics, relate dans le mensuel de la centrale que le comité national de la FGTB vient de consacrer une séance spéciale à l'examen des différents problèmes posés par l'union européenne (voir page 4).

De l'entente des syndicats, constate M. Debunne, vont dépendre, dans une large mesure, les résultats que nous attendons de cette union. La coordination de l'action syndicale dans les six pays devient de ce fait de jour en jour plus indispensable.

Le traité de Rome déclare comme objectifs prioritaires, le plein emploi, l'expansion économique, etc. Il ne suffit pas de le déclarer, il faut aussi le vouloir. Ce serait reculer si les organisations syndicales n'obtenaient pas dans les institutions européennes, au moins les mêmes droits de consultations, de co-décision et de contrôle que ceux qu'elles ont acquis sur le plan national.

En conclusion, M. Debunne estime que des organismes syndicaux permanents à compétence professionnelle s'avèreront nécessaires et déjà est-il temps de penser à la création sur le plan européen d'une CGSP européenne.

"POUR UN SYNDICALISME EUROPEEN", par Charles Cortot - "Réveil des mineurs" (FO, France), n° 108, mars 1965, page 1

"Il ne semble pas - écrit Ch. Cortot - qu'il y ait des empêchements majeurs pour convoquer le premier congrès européen des mineurs. Les difficultés apparaîtront - ajoute-t-il - quand il s'agira de fixer les compétences de cette organisation syndicale européenne et, bien entendu, se poseront les questions d'autonomie des fédérations des mineurs pour chacun des pays.

"S'il est souhaitable que l'on parvienne - continue l'auteur - à une harmonisation des conditions de vie et de travail dans l'Europe des Six, il est évident que sa conception trouve sa pleine justification sur le plan syndical et organique. C'est ainsi que, lorsque l'on compare les taux de cotisations syndicales payées par les mineurs de chacun des pays, les Français et les Italiens sont ceux qui paient le moins. De plus, le nombre de syndiqués estimé en pourcentage par rapport aux effectifs travaillant des mines, montre que FO est en très mauvaise position; les mineurs Allemands, Luxembourgeois et Belges, viennent en tête.

"Autre problème, il existe un fonds de grève dans certains pays, tels que l'Allemagne et la Belgique; chez nous, à "Force ouvrière", nous n'avons pu jusqu'à ce jour le créer.

"Il faut - conclut Ch. Cortot - harmoniser les taux de cotisations syndicales, rechercher les voies et moyens pour constituer un fonds de grève à l'échelle européenne".

"SYNDICATS EUROPEENS", par A.W. - "Réveil des mineurs" (FO, France)
n° 108, mars 1965, page 6

Le mensuel de la fédération nationale des mineurs FO reproduit un article extrait de "Tageblatt", quotidien luxembourgeois, consacré au problème du syndicalisme européen.

L'idée d'une collaboration toujours plus étroite entre les organisations syndicales des six pays de la Communauté, écrit A.W., n'est pas récente. S'il est vrai qu'il existe des bureaux de liaison on n'a pas encore réussi, constate l'auteur, à dépasser les méthodes employées jusqu'à présent et se mettre d'accord sur une action syndicale commune et coordonnée à entreprendre dans les six pays de la Communauté. Et pourtant - ajoute-t-il - une telle action s'impose avec une vigueur croissante d'année en année. A la longue, une telle union sera inévitable, et plus tôt elle sera réalisée, plus vite les travailleurs en profiteront.

"IL FAUT CONSTRUIRE UN SYNDICALISME A LA DIMENSION EUROPEENNE" -
"Syndicalisme" (CFDT, France), n° 1020, du 6.2.1965, page 4

Pour faire le point sur les problèmes sociaux, économiques et politiques de l'Europe, rapporte l'hebdomadaire de la CFDT, et pour étudier les perspectives d'évolution, la CFDT a réuni le 29 janvier une "table ronde" où les membres du bureau confédéral, les membres de la commission confédérale internationale et plusieurs spécialistes des questions européennes ont confronté leur point de vue sur les problèmes de la construction économique et politique de l'Europe.

En conclusion de cette "table ronde", le journal précise que ces questions seront développées ultérieurement mais que, d'ores et déjà, il convient d'affirmer que, face à l'Europe des affaires et du capitalisme, il faut forger un syndicalisme à dimension européenne, si l'on veut que l'Europe soit aussi celle des travailleurs.

"UN SINDACATO VECCHIO CON UN CUORE GIOVANE" (Un syndicat ancien avec un esprit jeune), par A.C. Rocchi - "Conquista del lavoro" (CISL, Italie), n° 6 du 7.2.1965, pages 10 et 11

L'auteur commente la visite d'une délégation syndicale italienne (CISL et UIL) en Grande-Bretagne sur l'invitation du TUC. A cette occasion, les dirigeants italiens ont eu également des colloques avec des membres du gouvernement travailliste.

Dans les entretiens avec leurs collègues britanniques, les syndicalistes italiens ont posé la question de la position du mouvement syndical britannique vis-à-vis du marché commun. Et voilà la réponse de G. Woodcock,

secrétaire général du TUC : "La porte nous a été fermée au nez par un des six partenaires de la CEE, c'est donc à la CEE à la réouvrir. A ce moment-là, nous examinerons, nous verrons, nous évaluerons".

Et A.O. Rocchi commente : "Réponse fermement logique et, en même temps, extrêmement évasive".

"ITALY" International Round-up (Italie, tour d'horizon international) - "The Seaman" (TUC, Grande-Bretagne), mars 1965, page 60

Le journal reprend les déclarations de M. Viglianesi, secrétaire général de la UIL (Italie), lors de sa conférence de presse du 8 janvier, à propos de la position des syndicalistes socialistes italiens dans la CGIL (organisation syndicale affiliée à la FSM).

Dans son appel - affirme "The Seaman" - M. Viglianesi soulignait qu'il était incompatible pour des travailleurs démocrates de rester membres d'une centrale guidée par un groupe dirigeant "totalitaire".

POLITIQUE SOCIALE

"ANGLEISCHUNG DER BERUFSAUSBILDUNG IN EUROPA ?" (Harmonisation de la formation professionnelle en Europe ?) - "HBV-Ausblick" (DGB, Allemagne), n° 3, mars 1965, page 13

Le journal informe de la visite de M.W. Hansen, du comité directeur du DGB et responsable pour les employés, cadres et techniciens, à M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la CEE. Au cours de ces entretiens, M. Hansen a souligné la nécessité d'attacher une plus grande importance aux problèmes de la formation professionnelle sur le plan européen des employés de commerce, techniciens et ingénieurs.

L'harmonisation de la formation professionnelle, compte tenu des problèmes professionnels des employés, serait indispensable. Un autre sujet de discussion - rapporte le journal - a porté sur l'harmonisation de la formation des contremaîtres ainsi que sur l'évaluation et la classification de l'activité des contremaîtres dans les pays de la CEE. En ce contexte, M. Hansen a proposé d'abord l'établissement d'un tableau synoptique afin de pouvoir comparer les conditions principales de travail des contremaîtres dans les différents pays du marché commun.

Une autre condition pour harmoniser objectivement la formation professionnelle dans la CEE, représenterait des analyses ayant comme objectif de trouver des bases pour une formation utile de jeunes commerçants et techniciens en tenant compte du progrès technique et social ainsi que des exigences du marché commun.

M. Levi Sandri - conclut le journal - a reconnu l'urgence de ces problèmes tout en soulignant, en même temps, que les moyens financiers mis à disposition pour la réalisation de ces buts, étaient largement insuffisants. Le DGB regrette que les moyens nécessaires à ces importantes tâches européennes ne puissent être mis à disposition.

"LE FONDS SOCIAL EUROPEEN - DEUX PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS" -
"Au travail" (CSC, Belgique), n° 6 du 13.2.1965, page 9

"LA COMMUNAUTE PREND DE NOUVELLES DISPOSITIONS SUR LE PLAN SOCIAL" -
"Force ouvrière" (CGT-FO, France), n° 985, page 2

"PIU' EFFICACI GLI INTERVENTI DEL FONDO SOCIALE EUROPEO" - (Plus efficaces les interventions du fonds social européen) - "Il lavoro italiano", n° 9, du 28.2.1965, page 3

Ces journaux précisent la portée de deux propositions de règlement, approuvées tout récemment par la Commission de la CEE, visant à accroître l'efficacité des interventions du fonds social européen.

"LE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA CECA" -
"Au travail" (CSC, Belgique), n° 7 du 20.2.1965, page 7

L'auteur analyse assez largement le contenu de la brochure que vient d'éditer la Haute Autorité, intitulée "informations sur le développement de la formation professionnelle dans les industries de la Communauté en 1962 et 1963".

"MIGRATIE VAN BOUWVAKARBEIDERS IN EUROPA EN HUN SOCIALE ZEKERHEID"
(Migration des ouvriers du bâtiment en Europe et leur sécurité sociale), par D.H. Gragman - "Evangilie en Maatschappij" (CNV, Pays-Bas), n° 2, février 1965, pages de 52 à 63

La revue mensuelle d'étude du Christelijk nationaal vakverbond in Nederland consacre une étude approfondie aux problèmes de la migration des travailleurs du bâtiment en Europe.

La première partie "l'importance de la migration" donne quelques données historiques de la migration en tant que phénomène général; l'auteur étudie ensuite la migration dans les pays de la CEE et plus particulièrement dans le secteur du bâtiment; enfin, il consacre des paragraphes particuliers, illustrés par des tableaux, à l'immigration dans les différents pays de la CEE.

La seconde partie "la migration et la sécurité sociale des travailleurs du bâtiment" est consacrée aux systèmes légaux et contractuels de sécurité sociale. L'application des systèmes complémentaires de sécurité sociale basés sur des conventions collectives rencontre des difficultés. L'auteur les étudie, ainsi que les solutions possibles.

POLITIQUE ECONOMIQUE

"L'INDUSTRIE DES MATIERES PLASTIQUES DANS LA COMMUNAUTE" - "Au travail" (CSC, Belgique), n° 7 du 20.2.1965, page 6

L'hebdomadaire de la CSC continue à publier, en les résumant, les monographies d'industries élaborées par la CEE. Le présent numéro est consacré à un secteur en pleine expansion, celui des matières plastiques.

"L'ENERGIE EN 1964 - PERSPECTIVES POUR 1965" - "Au travail" (CSC-Belgique), n° 5 du 6.2.1965, page 6

"Au travail" résume largement le bilan rapide de l'énergie pour l'année 1964 et les perspectives pour 1965 établi par la Haute Autorité, en collaboration avec les Commissions de la CEE et de la CEEA.

"DEPUIS 1963 LA COMMISSION DE LA CEE LUTTE CONTRE L'INFLATION" - "Syndicats" (FGTB, Belgique), n° 5 du 6.2.1965, page 4

L'hebdomadaire de la FGFB publie de larges extraits de l'exposé sur la situation sociale dans la Communauté, en 1963, joint au VIIe rapport général sur l'activité de la CEE.

"LA CRISE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE", par E. Mandel - "La Tribune" (CGSP-FGTB, Belgique), n° 2, 1/1965, page 3

Selon l'auteur, l'intégration européenne traverse pour le moment une crise. Il est difficile, écrit E. Mandel, de dissocier les causes purement économiques des causes politiques de cette crise. Néanmoins, il est possible d'isoler trois problèmes économiques dans cet enchevêtrement de facteurs déterminant l'actuelle crise.

Le mouvement économique convergent qu'avait connu jusqu'ici le marché commun a fait place à un mouvement divergeant. Le rythme de l'expansion s'est différencié. Ces mouvements économiques divergents comportent des risques graves pour la survie de la Communauté économique européenne.

Ensuite, l'inflation provoque le déficit de la balance des paiements qui entraîne des mesures déflationnistes de la part des gouvernements,

renversant ainsi la conjoncture économique pouvant aller jusqu'à précipiter des récessions. Les mesures déflationnistes sur le plan national provoquent une réduction des importations, ce qui peut renverser la conjoncture dans les pays partenaires. La programmation économique et la politique anticyclique à l'échelle des Six réclamées par des personnalités du marché commun impliquent également une politique monétaire et financière commune. Cela aboutit au renforcement considérable des pouvoirs supranationaux des institutions européennes et l'abandon de souveraineté nationale. Or - constate E. Mandel - la France n'est pas disposée à cet abandon.

Finalement - conclut l'auteur - il y a le problème de la concurrence américaine; depuis un certain temps, les entreprises américaines créent de plus en plus de filiales en Europe où elles profitent des salaires européens plus bas et écrasent systématiquement l'industrie européenne des meilleurs "cerveaux".

"EUROPE - NOTRE SOUCI" - "Le droit de l'employé" (CSC, Belgique), n° 1, janvier 1965, page 1

Cet article fait le point des dernières décisions prises par l'Exécutif de la CEE tant dans le domaine douanier, économique que social.

"EUROPESE POLITIEK OP MIDDELLANGE TERMIJN" (Politique européenne à moyen terme), par H. ter Heide - "De Vakbeweging" (NVV, Pays-Bas), du 2.2.1965, pages 42 et 43.

L'auteur rappelle le discours prononcé par M. Majolin, à Strasbourg, devant le Parlement européen le 19 janvier dernier sur la situation économique. Il se réjouit de ce que le problème de la hausse des salaires n'ait pas été mis en évidence parmi les causes d'inflation. D'après l'auteur, les conditions d'une coopération du mouvement syndical à la politique de stabilisation ont été nettement précisées.

"UIT POLITIEK VERSLAG HOGE AUTORITEIT BLIJKT : GECOORDINEERD ENERGIE-BELEID KOMT (ZEER) LANGZAAM VAN DE GROND" (Du rapport politique de la Haute Autorité il ressort que : La politique énergétique coordonnée démarre (très) lentement) - "De Mijnwerker" (NKV, Pays-Bas), du 18.2.1965, page 3

Le journal commente le rapport politique que la Haute Autorité vient de publier. En présentant ce rapport, la Haute Autorité a pris une initiative aussi opportune et réaliste qu'énergique et habile.

Les mesures qui sont actuellement étudiées pour faire face aux difficultés dans le secteur charbon, traduisent un effort marqué et réaliste pour arriver à une politique énergétique coordonnée. La Haute Autorité renforcera ses efforts pour réaliser progressivement l'accord des intéressés sur certains éléments du statut du mineur.

POLITIQUE AGRICOLE

"L'AGRICULTURE FRANCAISE ET LE MARCHÉ COMMUN", par A. Laguillaumée - "Force ouvrière" (CGT-FO, France), n° 983 du 17.2.1965, page 9

L'auteur commente brièvement la seconde étude portant sur "les perspectives offertes par le marché commun aux exportations agricoles françaises d'ici 1970" soumise à l'examen du Comité économique et social français, et donne les raisons de l'abstention du groupe FO sur l'avis élaboré lors de la discussion de ce document.

EURATOM

"EURATOM" - "Le droit de l'employé" (CSC, Belgique), n° 2, février 1965, page 3

Le journal poursuit son examen des tâches et objectifs de l'Euratom (voir "Informations syndicale et ouvrière n° 1/65)

DIVERS

"NECESSITE DE LA CREATION D'UN INSTITUT DE TRAVAIL EUROPEEN", par A. Clot - "Le réveil des mineurs", n° 106, janvier 1965, page 2

André Clot dresse un compte rendu du stage d'information organisé à Luxembourg par les soins de la division information syndicale des Communautés européennes, en novembre dernier, à l'intention de quarante militants syndicalistes mineurs des six pays de la Communauté.

Commentant les résultats de ce stage, A. Clot écrit : "Les discussions qui s'ensuivirent démontrèrent une fois de plus l'intérêt des participants et leur souci de profiter de ces stages pour agrandir encore leurs connaissances. Les difficultés particulières de chaque pays furent également mises en relief. A la lumière des discussions on put facilement se rendre compte que ces difficultés étaient pour la plupart communes (...)"

"Les travailleurs et leurs représentants - écrit-il encore - sont convaincus autant si ce n'est plus que les autres catégories sociales, de la nécessité qu'il y a d'une intégration économique de l'Europe pour aller ensuite vers une intégration politique. Ils sentent très bien que l'Europe ne se sauvera que si elle sait s'unir, non simplement sur le terrain économique mais dans tous les domaines".

"Si demain - précise-t-il - par suite d'intérêts particuliers ou de relents nationalistes on ne pouvait que constater l'échec de cette audacieuse tentative, les peuples d'Europe ne tarderaient pas à s'apercevoir de l'erreur commise. C'en serait fini de leur indépendance et, ils deviendraient vite la convoitise de toutes les aventures. Tout cela pose des problèmes ardu, difficiles, dont la solution sera longue. Alors les travailleurs ont-ils les moyens, le temps nécessaire pour arriver au niveau de ces problèmes ? Certes, les stages sont très utiles, mais pour ceux qui une fois l'an vont à Luxembourg se perfectionner en la matière et se convaincre un peu plus de la nécessité de cette unification, afin de la répercuter sur leurs mandants; c'est très bien, mais ce n'est quand même que superficiel".

"On ne fera pas l'Europe sans les travailleurs, ce serait la faire peut-être contre eux, et cela ne serait pas durable (...)

"Une école européenne existe à Luxembourg, c'est une excellente tentative. Mais si l'école européenne existe pour des gosses, pourquoi un institut du travail européen ne serait-il pas créé pour les travailleurs ? Pourquoi, non pendant deux jours ou quatre, mais pendant une période pouvant aller jusqu'à une année, des militants syndicalistes ne seraient pas pris en charge pour acquérir les connaissances nécessaires, pour qu'ils soient en mesure de pouvoir discuter au niveau de ces problèmes, pour qu'ils soient suffisamment armés et convaincus pour rallier à l'idée européenne l'immense majorité des travailleurs qui, par sentimentalité, sont acquis à cette intégration ?

"Les employeurs, le capitalisme - écrit encore A. Clot - ont compris cette nécessité pour la sauvegarde de leurs intérêts essentiels. Les organisations syndicales demeureront-elles à la traîne, alors qu'elles devraient être l'élément moteur de cette unification ?

"Il faut - conclut A. Clot - qu'après des instances européennes, et dans l'intérêt bien compris de toutes les parties, on comprenne et accepte la nécessité d'une telle institution. Il y va de l'avenir même de cette Europe telle que l'ont voulue ses promoteurs, telle que nous la concevons. Les organisations syndicales des six pays devraient intervenir et insister auprès de l'exécutif de Luxembourg pour que cette idée devienne une réalité. Même si demain il n'y a qu'un exécutif, il sera nécessaire de faire admettre cette initiative. Dans l'intérêt des travailleurs et pour l'avenir même de l'Europe, il est, je crois, indispensable de créer cette institution".

IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

CEE

"PROGRAMMES GENERAUX POUR LA SUPPRESSION DES RESTRICTIONS A LA LIBERTE D'ETABLISSEMENT ET A LA LIBRE PRESTATION DES SERVICES", publication spéciale "Droit d'établissement et services", brochure n° 1 (publiée au Journal officiel des Communautés européennes n° 2 du 15.1.1962) - (8136/1-2-3-4/XI/1964/5) édition quadrilingue F-D-I-N;

CECA

"RAPPORT POLITIQUE" (3634/2/65/1), Haute Autorité, Luxembourg, février 1965 - édité en français, allemand, italien et néerlandais.

Pour donner suite aux engagements qu'elle a pris en juin 1964, lors des débats que le Parlement européen a consacrés au "XIIe rapport général" de la CECA, la Haute Autorité présente un rapport politique poursuivant un double but :

- les Etats membres ayant décidé de mettre en oeuvre la fusion d'abord des exécutifs et ensuite des trois Communautés européennes, il convient d'établir le bilan des résultats obtenus sur la base du traité instituant la CECA, afin de contribuer à la préparation de la synthèse ultérieure des trois traités;
- les problèmes économiques et sociaux avec lesquels la Communauté est confrontée restant les mêmes, quels que soient les changements d'ordre institutionnel qui interviendront ou la date de leur mise en oeuvre, il importe de tracer les grandes lignes de l'action nécessaire à la solution de ces problèmes.

La première partie de cette étude correspond au désir exprimé par le Parlement européen de disposer d'une évaluation des pouvoirs institutionnels des organes de la Communauté ainsi que des mécanismes communautaires à caractère économique et social. Elle contient une analyse de ces divers éléments à la lumière de l'expérience de la première des Communautés européennes, traitant successivement de la structure institutionnelle de la CECA, des caractéristiques du traité de Paris par comparaison aux traités de Rome, et des résultats obtenus par l'application de ses dispositions spécifiques dans les domaines économique et social.

Le deuxième volet de la publication trace les lignes de l'action qui doit être menée dans le domaine du charbon et de l'acier. En effet, la perspective de la fusion ne doit pas amener les instances responsables des Communautés à ralentir leur action ou à prendre une attitude d'attente.

Déjà, le temps nécessaire pour la réalisation de la fusion s'est avéré beaucoup plus long que ses initiateurs ne l'avaient initialement prévu; en outre, les moyens d'action mis à la disposition des institutions communautaires ne sont pas si abondants qu'on puisse les négliger. La seule attitude possible pour l'exécutif de la CECA est donc de continuer son action sans désespérer, en fonction même des nécessités des secteurs dont elle a la charge.

"INFORMATIONS SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES INDUSTRIES DE LA COMMUNAUTE EN 1962 ET 1963" - (11088/2/64/1)
éditées en français, allemand, italien et néerlandais.

Cette étude est la sixième qui paraît dans cette série de publications dont le premier objet est de tenir à jour les monographies publiées précédemment sur l'organisation et les méthodes de formation professionnelle dans les houillères, les mines de fer et la sidérurgie de la Communauté.

"TABLEAUX COMPARATIFS CONCERNANT DIFFERENTS ASPECTS DE LA DUREE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE DE LA COMMUNAUTE" - (10889/2/64/1)
Luxembourg, juillet 1964, éditées en français, allemand, italien et néerlandais.

Cette étude donne les résultats des travaux effectués par la Commission mixte pour l'harmonisation des conditions de travail dans l'industrie sidérurgique (situation au 1er janvier 1964 - régime général).

"LES PROGRES DANS LA CONSTRUCTION EN ACIER" Bulletin de la CECA, n° 51 - 9ème année, n° 6 (11128/2/64/1) - Luxembourg 1964, édité en français, allemand, italien, néerlandais, anglais et espagnol.

Ce numéro du "Bulletin" est consacré entièrement au congrès international sur l'utilisation de l'acier que la Haute Autorité a organisé du 28 au 30 octobre 1964 à Luxembourg. Ce congrès a réuni plus de 1.100 personnes groupant d'éminentes personnalités scientifiques, des architectes, des ingénieurs, des représentants de l'administration et de l'industrie, originaires de vingt-six pays différents. Le thème du congrès portait sur les progrès dans la construction en acier.

"INDICATIONS SUR LA CONJONCTURE ENERGETIQUE DANS LA COMMUNAUTE"
Bulletin de la CECA - n° 52, 9e année, n° 7 (11139/2/65/1) - Luxembourg 1964, édité en français, allemand, italien, néerlandais, anglais et espagnol.

Depuis plusieurs années, la Haute Autorité établit un rapport annuel sur la conjoncture énergétique de la Communauté, en collaboration avec les Commissions de la CEE et de la CEEA et après consultation du Comité mixte

du Conseil spécial de ministres Haute Autorité. Ce rapport décrit la situation de l'économie énergétique à la fin de l'année en cours et esquisse les perspectives pour l'année à venir. L'achèvement du rapport 1965 est prévu pour fin janvier 1965 (pour 1964, voir bulletin n° 48).

Les considérations contenues dans ce bulletin ne peuvent être que préliminaires et provisoires.

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION

Le service de presse et d'information des Communautés européennes (Marché commun, CEEA, Euratom) édite, en cinq langues, une série de dossiers de documentation sur les problèmes les plus actuels de l'intégration européenne. Parmi les dossiers récemment publiés :

en français : - la politique de concurrence dans le marché commun (n° 31)
- la bibliothèque du marché commun (en bref, n° 14)

en italien : - la politica economica a medio termine della CEE : prevenire piuttosto che correggere (n. 11)

en anglais : - A guide to the Study of the European Community

Toutes ces publications peuvent être obtenues en écrivant au service de presse et d'information des Communautés européennes, à Bruxelles (244, rue de la Loi), à Luxembourg (18, rue Aldringer), ou aux bureaux de Bonn, Paris, La Haye, Rome, Londres, Genève, New-York ou Washington.

DIVERS

"COMMENT FORCE OUVRIERE CONSTRUIT L'EUROPE DES TRAVAILLEURS" -
Brochure, 40 pages - supplément au n°146 de "Force ouvrière information".

La Confédération française Force ouvrière vient de publier une brochure sur la construction européenne. Il s'agit d'une remarquable synthèse des problèmes de l'Europe et de son cheminement vers l'intégration.

Une partie de la brochure est consacrée aux structures et aux options des syndicats libres sur le plan européen.

Signalons également que, au cours de l'année 1964, la revue mensuelle "Force ouvrière information" a publié les études suivantes concernant directement ou indirectement les problèmes européens :

- La politique belge de développement régional, n° 135, page 7;

- Bilan de dix années de fonctionnement de la CECA, n° 135, page 57;
- La politique de développement régional et d'aménagement du territoire en Allemagne de l'Ouest, n° 136, page 119;
- Où en est le marché commun ? n° 138, page 253;
- L'Italie malade ? n° 142, page 511.

"LES HOMMES DEVANT LES CONVERSIONS INDUSTRIELLES" - "Revue de l'action populaire" (numéro spécial 185), Paris, février 1965.

La "Revue de l'action populaire" consacre son numéro de février 1965 au sujet suivant "Les hommes devant les conversions industrielles".

"Des expériences diverses et parfois des opinions différentes - lit-on dans la présentation - concourent à éclairer le phénomène. Exemples précis, cas concrets et interprétations d'ensemble voisinent". Ci-après le sommaire du numéro :

Faits et positions

- Typologie des conversions industrielles; par H. Perroy, page 131
- Pour une politique des conversions; par J. Luciens, page 149
- La conversion des forges de l'Adour; par M. Marcaux, page 160
- Action syndicale dans le textile du Haut-Rhin; UD-CFDT, page 171
- Ceux qui subissent les conversions; par G. Vailland, page 181
- Politique de l'emploi : positions syndicales; par R. Schaffauser, page 190.

Moyens d'action

- La CECA aux prises avec la conversion; par R. Reynaud (1), page 201
- L'action du Fonds national de l'emploi; par C. Thomas, page 215
- La FPA et les conversions industrielles; par C.L. Avesque, page 225
- Aides de l'Etat à l'expansion industrielle; par F. Xavier, page 235.

Problème de civilisation

- Mobilité technique et valeurs humaines; par P. Antoine, page 246.

(1) Nous attirons une attention toute particulière sur l'article rédigé par M. R. Reynaud, membre de la Haute Autorité de la CECA. Le texte de cet article est également disponible auprès du porte-parole de la CECA (Information Background n° 4/65) dans les quatre langues officielles.

"BULLETIN DU CENTRE EUROPEEN DE CULTURE", Association des instituts d'études européens - Genève, annuaire 1964-1965, n° 5, décembre 1964

En dehors des activités courantes, l'association vise, dans l'immédiat à assurer la coopération des principaux instituts d'études européens, à harmoniser les programmes et les diplômes des instituts d'enseignement, à promouvoir la coopération inter-instituts dans le secteur de la recherche scientifique.

"L'EUROPE ET LES TRAVAILLEURS", Centre d'information et d'éducation populaire du Mouvement ouvrier chrétien, Bruxelles 1964.

Ce numéro présente la synthèse des exposés faits au cours de la semaine sociale, organisée par le MOC, à Malonne (Belgique) en avril 1964 et consacrée aux questions européennes, on y trouvera l'exposé introductif de O. Gregoire, vice-président du MOC; l'exposé de P. Servoz, attaché syndical au service de presse et d'information des Communautés européennes, intitulé "L'Europe qui se fait"; celui de A. Delpérée, secrétaire général du ministère de la prévoyance sociale "Réalisations et perspectives sociales des Communautés européennes", l'exposé de Ch. Walhen, docteur en sciences économiques, "Réalisations et perspectives économiques des Communautés européennes", "Les travailleurs face à l'Europe", développé par J. Kulakowski, secrétaire général de l'Organisation européenne de la CISC; le schéma de l'exposé introduit par E. Medi, vice-président de l'Euratom, sous le titre "Culture européenne", et l'exposé de A. Oleffe, président du MOC "Face au monde, une Europe ouverte et cohérente".

"GUIDE INDUSTRIEL EUROPEEN - LA SIDERURGIE METALLURGIQUE NUCLEAIRE" Editions "Publications inter-Europe H.E.", Jaeger K.G. Darmstadt.

Les éditions "Publications inter-Europe" viennent de publier le premier volume du guide industriel européen qui est consacré à la sidérurgie et à la métallurgie nucléaire dans les six pays membres de la Communauté européenne. L'ouvrage, rédigé en allemand, français et anglais, a pour objectif "de montrer aux industries européennes de nouvelles voies de coopération entre elles et avec leurs fournisseurs et clients tout en surmontant les frontières politiques".

Dans la première partie, l'ouvrage donne une vue d'ensemble de la structure et de l'organisation des Communautés européennes. Il fournit ensuite un répertoire très complet des entreprises minières des pays membres, des sociétés de production sidérurgique et leurs programmes de production, des fournisseurs de l'industrie minière et sidérurgique, des entreprises de négoce, du commerce extérieur et des prestations de service dans l'ensemble de ces secteurs. Dans la troisième partie, il donne un aperçu de l'industrie nucléaire avec fournisseurs dans les pays membres, le potentiel nucléaire des pays de l'Euratom et un index des fournisseurs classés par branches professionnelles, ainsi qu'un index alphabétique des produits.

"DIE KOMMUNISTEN UND DIE EINIGUNG EUROPAS" (Les communistes et l'unité européenne) - ZellentinGerda, Frankfurt-a-Main, Athenäum-Verlag, 1964.

"LA SECURITE SOCIALE EN AGRICULTURE DANS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE", par Robert Savy, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris 1965, 392 pages.

S O M M A I R E
DES PRINCIPAUX SUJETS PRESENTES
DANS LA "NOTE D'INFORMATION" EN 1964

a) Les syndicats et l'évolution de l'Europe

- . La IVe assemblée générale des syndicats CISL des Six n° 3
- . La IIIe conférence européenne des syndicats chrétiens n° 4
- . Une résolution de la CISL (Italie) sur les problèmes de l'intégration européenne n° 1
- . "L'Europe est notre avenir" : la VIIe session des jeunes de l'IG Bergbau (RF d'Allemagne) n° 5
- . La confédération "Force ouvrière" (France) réaffirme son adhésion à l'intégration européenne n°s 5-8
- . Espagne et marché commun : prises de position des syndicats CISL et CISC n°s 5-6
- . Rencontre de la Commission de la CEE avec les dirigeants syndicalistes CISL n° 6
- . Les perspectives de l'intégration européenne : un discours de M. Del Bo, président de la Haute Autorité de la CECA, à la VIe rencontre européenne de la CISL (Italie)
- . Les problèmes européens au Comité central de la FIOM-CISL n° 6
- . La CISL sur la liberté syndicale en Grèce n° 8

b) Fusion des exécutifs et des Communautés

- . Positions des syndicats CISL n°s 2-3-6-7-8
- . Positions des syndicats CISC n°s 1-4-6-8
- . Positions de l'intersyndicale CISL-CECA n°s 1-5bis-6
- . Positions des mineurs et métallurgistes CISC n°s 2-5
- . Position de la confédération générale des cadres (France) n° 3
- . Position des métallurgistes FGTB (Belgique) n° 6

c) Les syndicats et la CEE

- . Le DGB (RF d'Allemagne) et la politique économique à moyen terme n° 1
- . Constitution du premier Comité paritaire employeurs-travailleurs pour l'agriculture n° 2
- . Les syndicats CISL sur la recommandation du Conseil CEE en vue du rétablissement de l'équilibre économique interne et externe de la Communauté n° 4
- . Point de vue du DGB en matière conjoncturelle n° 7
- . "Cinq questions à la CEE" : un document de la CISL (Italie) sur les questions économiques et sociales du moment n° 7

- . La mobilité géographique et professionnelle des travailleurs : un discours de M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la CEE, à la Ve rencontre européenne de la CISL (Italie) n° 2
 - . Déclaration de M. Levi Sandri à l'occasion du 1er mai n° 4
 - . Evolution de la situation sociale dans la Communauté : note du DGB n° 8
- d) Les syndicats et la CECA
- . Problèmes économiques et professionnels : décisions de l'intersyndicale CISL-CECA n° 1-6
 - . Le marché commun sidérurgique et activité syndicale au sein de la CECA : un bilan des métallurgistes CISL des Six n° 2
 - . La manifestation européenne des mineurs CISL à Dortmund (Statut européen du mineur) n° 2-5-5bis
 - . Commission mixte "charbon" : deux communiqués CISL et CISC n° 5
 - . "Revaloriser d'urgence le métier de mineur ou compromettre l'avenir de l'industrie charbonnière" : une déclaration des mineurs CISC n° 6
 - . Les mineurs CISC proposent la constitution d'un Comité d'action pour le Statut européen du mineur n° 6
 - . Un mémorandum de la fédération internationale des cadres des mines sur l'avenir de l'industrie charbonnière n° 6
 - . Sécurité dans les mines de fer : une résolution des mineurs CISL n° 7
- e) Les syndicats et l'Euratom
- . La table ronde Euratom-syndicats CISL et CISC des Six n° 5
 - . Un document du secrétariat européen CISL sur le VIIe rapport d'activité d'Euratom n° 7
 - . Colloque sur les problèmes nucléaires entre Euratom et la UIL (Unione italiana del lavoro) n° 7
- f) Assemblées et congrès syndicaux
- . La IVe assemblée générale des syndicats libres des Six (Paris, mars 1964) n° 3
 - . La IIIe conférence européenne des syndicats chrétiens (Strasbourg, avril 1964) n° 4-5
 - . La manifestation européenne des mineurs CISL (Dortmund, juillet 1964) n° 2-5-5bis
 - . Le Ve congrès de la fédération internationale des travailleurs chrétiens réfugiés et émigrés n° 1
 - . Une réunion de la fédération internationale des syndicats chrétiens des services publics et des PTT n° 1
 - . Le IVe congrès de l'Unione italiana del lavoro n° 3

. Le 48e congrès de la centrale des métallurgistes FGTB (Belgique)	n° 3
. La VIIe conférence régionale européenne de la Cisl	n° 3-7
. Le XXIIe congrès du LAV (Luxembourg)	n° 4
. Le XIXe congrès de la centrale chrétienne de l'alimentation de Belgique	n° 4
. Le congrès de la fédération internationale des syndicats chrétiens des transports	n° 5
. La IIIe conférence européenne des jeunesses syndicales de l'ORE-CISL	n° 5
. Le Ve congrès de la confédération internationale des cadres	n° 6
. Le congrès des métallurgistes NKV (Pays-Bas)	n° 6
. Le congrès de la fédération internationale des syndicats chrétiens des travailleurs agricoles	n° 7
. Le congrès international des syndicats chrétiens du bois et du bâtiment	n° 7
. Le XXIIIe congrès de la fédération des mineurs CFTC (France)	n° 7
. Le XXIIe congrès de la centrale des métallurgistes CSC (Belgique)	n° 7
. La CFTC (France) devient CFDT (confédération française démocratique du travail)	n° 8
. La Ve conférence mondiale FIOM (CISL) des ouvriers de l'automobile	n° 8
. Le VIIIe congrès statutaire de l'IG Bergbau u. Energie (RF d'Allemagne)	n° 8
. Congrès du 75 e anniversaire de la centrale syndicale des mineurs FGTB (Belgique)	n° 8
. Le VIIe congrès des mineurs "Force ouvrière" (France)	n° 8
. Le XXIIIe congrès de la CSC (Belgique)	n° 8

g) Prises de position des Comités professionnels et industriels

. Les organisations Cisl des travailleurs des industries diverses examinent le programme d'action de la CEE pendant la deuxième étape	n° 2
. Industrie automobile européenne : propositions des métallurgistes de la CFTC (France)	n° 3-7
. Cinéma et télévision dans le marché commun : une résolution de l'union européenne des techniciens du film et de la télévision Cisl	n° 4
. Construction navale : prises de position du comité européen "métal" de la Cisl	n° 5-7
. VIe réunion de la commission commune Cisl des travailleurs du bois et du bâtiment des Communautés européennes	n° 6
. Les syndicats chrétiens d'employés des Six demandent au sein de la CEE une structure spéciale pour les travailleurs non manuels	n° 8

h) Les syndicats FSM et le marché commun

- . Les objectifs de l'action de la FIOM (Federazione italiana operai metallurgici) sur le plan européen n° 1
- . Déclaration de M. Lebrun, secrétaire de la CGT (France) à la 12e table ronde sur les problèmes de l'Europe n° 1
- . Le congrès des mineurs CGIL (Italie) n° 1
- . La CGT (France) et le "Kennedy round" n° 2
- . Les problèmes européens débattus au Comité national de la CGT (France) n° 6
- . Une déclaration des mineurs CGT (France) sur la manifestation Cisl de Dortmund n° 6
- . "Les limites infranchissables de la FSM" n° 7
- . Deux articles de "Rassegna sindacale" (CGIL, Italie) commentant les assemblées européennes Cisl et Cisc n° 7
- . Les problèmes européens discutés au Conseil général de la FSM (Budapest, octobre 1964) : une déclaration de la délégation CGIL (Italie); un article de M. Lama, secrétaire de la CGIL; l'intervention de M. Frachon, secrétaire général de la CGT n° 8

i) Le mouvement ouvrier et l'intégration européenne

- . Les ACLI (Italie) pour la réalisation d'une Europe des peuples n° 1-8
- . Problèmes européens de consommation n° 1-6-7
- . La 46e semaine sociale wallonne : "L'Europe et les travailleurs" n° 2
- . Le XXIIe congrès du mouvement ouvrier chrétien (Belgique) n° 5
- . Rallye européen de la JOC n° 6
- . 51e semaine sociale de France : "Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine" n° 6
- . "La politique sociale et le rôle des syndicats dans le processus d'intégration européenne" : un discours de M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la CEE n° 8

j) Revue de la presse syndicale

dans tous
les numéros

k) Bibliographie et documentation

dans tous
les numéros

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

4003/1/II/1965/5